

RETROUVEZ LA TOTALITÉ DES ARTICLES SUR :

<http://www.academie-gaullisme.fr/> COURRIEL : acadgaul1@free.fr

Nous souhaitons à tous nos lecteurs
d'agréables et joyeuses fêtes de fin d'année.

HABEMUS PAPAM !

par Luc BEYER DE RYKE,

HABEMUS PAPAM ! Les Belges se sont surpassés. Ils ont battu le record des conclaves les plus longs. Encore, au moment où j'écris ces lignes, la furie qui s'élève de la rue de la Loi est (presque) blanche.

Les négociateurs se sont accordés sur le budget. Reste à former le gouvernement. Sauf ultime accident c'est saint Nicolas qui l'apportera. Mais tous les rubans et les sucreries dont sera entouré le paquet-cadeau ne fera pas oublier que le messager de la (bonne) nouvelle est le Père Fouettard. Il porte un nom bien réel qui a peu de choses à voir avec la mythologie enfantine. Celui de l'agence de notation *Standard and Poors*. Voilà plus de cinq cent trente jours que les négociateurs argumentaient, s'affrontaient, s'enlisaient. Soudain, une nuit, une matinée suffirent. Le budget était bouclé. Mieux même, des pistes s'ouvraient pour 2013, 2014 voire 2015.

Suite page 2

ESPRIT D'ENRICHISSEMENT, ESPRIT DE CAPITULATION, ESPRIT DE DÉsertION

par Georges AIMÉ

LES néo-conservateurs européens se ressemblent tous. Pour « sauver » l'euro – surévalué de 40 % – c'est-à-dire pour se sauver, ils sont prêts à sacrifier les peuples qui ont fait leurs fortunes. Ils sont aidés en cela par une classe politique peu reluisante, subjuguée par je ne sais quel veau d'or ou aveuglée par une idéologie désuète.

Ainsi en est-il de l'oligarchie française, elle est prête à tous les abandons. Cela s'appelle l'esprit de capitulation ou d'allégeance à celui que l'on croit le plus fort. Et de l'esprit d'allégeance à l'esprit de collaboration la limes est fragile.

La dette vertigineuse n'est pas uniquement la conséquence de dépenses inconsidérées dues à trop de bien-être social. Elle découle de la perte de nos emplois industriels, plus de 1.000.000 en dix ans, conséquence de la financiarisation de nos entreprises. Oui, les problèmes financiers de la France sont directement liés à sa désindustrialisation.

Commencée sous Giscard, poursuivie sous Mitterrand – rappelons-nous les décisions de Bérégovoy et les propos de Jospin – accrue sous Chirac, elle s'est considérablement aggravée sous Sarkozy.

Les « conseillers » ont persuadé la classe politique dirigeante

d'abandonner la société industrielle aux pays pas encore appelés « en voie d'émergence ». Pas besoin de secteurs primaire et secondaire, le tertiaire et les technologies de pointe et l'innovation suffiront. Les services remplaceront ouvriers, paysans et employés.

Ainsi, pas besoin de manœuvres travaillant dans des usines polluantes, de petits paysans donnant vie au monde rural, mais des jardiniers entretenant les plantations entourant les entrepôts de produits fabriqués à l'autre bout du monde et de gros industriels-agriculteurs subventionnés par Bruxelles, perchés sur des machines fabriquées là aussi bien loin de la France...

Plus besoin non plus d'emplois peu valorisant et/ou qualifiés d'inutiles, on les remplacera par des robots – qui par bonheur ne se mettent jamais en grève – ou on fera faire le travail par les clients eux-mêmes. Ouf ! Plus de personnels toujours malades, de poinçonneurs des Lilas déprimés, de laveurs de pare-brise ne sachant pas laver, de caissiers grincheux, de guichetiers peu aimables, d'hôtes ou d'hôtesse d'embarquement discutant le poids de votre valise, etc.

Quant aux emplois non industriels, ceux qui, malheureusement, ne peuvent être délocalisés, on diminuera leur nombre pour rendre plus efficaces nos services...

Suite page 2

Sommaire

Pages	
1, 2	Luc BEYER DE RYKE
1, 2	Georges AIMÉ
3 à 5	Paul KLOBOUKOFF
6	Pierre LOMBARD
7 à 13	Pierre CHASTANIER
14 à 15	Christine ALFARGE
16	Luc BEYER DE RYKE
17, 18	DÎNERS-DÉBATS

HABEMUS PAPAM !..(SUITE)

Que s'était-il passé ? *Standard and Poors* avait dégradé la Belgique. Elle venait de perdre le triple A. Ce fut l'électrochoc. Elio Di Rupo, le formateur qui était allé voir le roi à Ciergnon, la mine lasse, défaite, le nœud papillon en bataille pour présenter sa démission, d'ailleurs refusée, ne prit même pas la peine de revoir Albert II. Sans doute un coup de téléphone avait suffi. Le roi avait prié Di Rupo de réfléchir. La soustraction d'un A avait brutalement interrompu la réflexion.

17 heures de caucus fiévreux et le souverain était entendu. Il aurait – enfin – son gouvernement. Avec, comme l'écrivait caustique et amer un observateur, M. Standard aux Finances et Mme Poors au Budget.

L'argent roi

La politique désormais se fait à la corbeille pour reprendre le mot du Général de Gaulle. Et pour se montrer pluraliste je reprendrai volontiers la dénonciation de « l'argent-roi » chère à Robert Hue. Rien ne dit que le saut de carpe des négociateurs suffise à amadouer les marchés, les agences de notation et la commission européenne. Même si les 11,3 milliards d'économie annoncés permettent comme promis un déficit de 2,3 % (inférieur aux 3 % exigés par Bruxelles) et le budget en équilibre pour 2015. De plus, la rigueur retrouvée s'accompagne d'inégalité selon les syndicats tant chrétiens que socialiste et libéraux. L'agitation sociale menace. Elle est là avant même que le gouvernement soit formé. Enfin, cerise sur le gâteau, Elio Di Rupo, futur

premier ministre, est un infirme linguistique. Il a une connaissance passive du néerlandais assortie d'une pratique récente cahotante et cahotique. Avec un gouvernement - à venir - qui n'aura pas la majorité en Flandre.

Gageons qu'aux premières difficultés il en aura pour traduire dans la langue de Vondel le « *Tout va Très bien madame la marquise* ».

Épilogue

Les chroniques s'écrivent au fil de jours, au fil des heures. Celle-ci a trouvé son épilogue. Après 540 jours, le Gouvernement est là. Il a trouvé son nom. On l'appelle « le Gouvernement-papillon », référence au nœud « pap » que porte son Premier ministre, Elio Di Rupo. Il est composé de trois familles traditionnelles, chrétiens-démocrates, socialistes et libéraux. Relevons que Didier Reynders, libéral francophone, glisse de Finances aux Affaires étrangères. Le cabinet comprend treize ministres et six secrétaires d'État. Parmi ces derniers quelques nouveaux. Tous néerlandophones. Les éditorialistes prédisent, sans risques de se tromper, une vie difficile à la nouvelle équipe. D'autant qu'un sondage tout récent met la NVA (nationalistes flamands) à ...39,8. Seul réconfort dans ce tableau, la sortie réussie d'Yves Leterme, Premier ministre démissionnaire. Il a lancé un emprunt d'État en tablant sur 200 millions d'euros... le voici en passe d'atteindre les 5,5 milliards d'euros !

Vous avez dit Belgique ?... ■

ESPRIT D'ENRICHISSEMENT, ESPRIT DE CAPITULATION, ESPRIT DE DÉSEPTION...(SUITE)

d'enseignement, de santé et de sécurité !

Le meilleur des mondes.

Petit à petit, cet esprit d'abandon a gangréné toute la société française. Au point qu'aujourd'hui peu nombreux sont les consommateurs cherchant à savoir d'où proviennent les produits qu'ils mettent dans leur cabas à roulettes lorsqu'ils font les courses.

En achetant une petite voiture asiatique ou une grosse berline d'outre-Rhin, l'automobiliste ne se comporte pas en agent économique du pays à qui il doit tout.

Que dire de ceux qui préfèrent placer une partie de leurs revenus dans la défiscalisation plutôt que dans l'industrie du pays qui a fait leur richesse ?

Que penser d'une entreprise (dans laquelle l'État est majoritaire) qui, pour une dérisoire question de capacité du réservoir (excuse mise en avant par un responsable), choisit des vélomoteurs chinois alors que dans le même temps le seul constructeur français de ce genre d'engins licencient ses ouvriers ?

Que dire de ce ministre qui veut doter les étudiants d'une tablette – excellente idée – et qui trouve ses fournisseurs

en Corée et aux États-Unis d'Amérique alors qu'ils existent en France ?

Quelle conclusion faire quand on voit les douanes françaises rouler dans des véhicules non fabriqués en France (non, non, ne me dites pas qu'il s'agit de voitures saisies, c'est grotesque) ?

Je pourrai multiplier les exemples et parler de ces « grands patrons », artistes ou sportifs, encensés par beaucoup de médias, choisissant de vivre dans des pays limitrophes afin de ne pas payer leur quote-part d'impôts et laisser cela aux classes moyennes, évidemment elles... trop assistées. Il en est même que l'on paie pour chanter le jour de la fête nationale !

L'esprit d'enrichissement à tout prix passe toujours par un esprit de capitulation pour finir par un esprit de désertion.

La France a suffisamment de ressources pour faire front. *Elle a perdu une bataille mais elle n'a pas perdu la guerre.*

Pour cela, il convient que les Françaises et les Français renvoient dos à dos ceux qui nous gouvernent depuis quarante ans pour laisser la place à celui qui prône un libéralisme éclairé et humaniste dans une Europe redéfinie et unie où chaque peuple sera reconnu en tant que tel. Cet homme-là existe. ■

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ILLUSIONNISTES

par Paul KLOBOUKOFF

DÈS la grande crise de 1929 et des années 1930, la nécessité de disposer d'une représentation de l'économie nationale vue dans son ensemble (macroéconomique) est apparue aux dirigeants comme une nécessité impérieuse. Parmi les pionniers créateurs de la *Comptabilité nationale*, conçue à cet effet, et les autres prestigieux économistes qui l'ont fait évoluer par étapes figurent d'abord l'anglais John Maynard Keynes en 1941, pour la préparation des accords de Bretton Woods, puis l'américain Wassily Leontieff et le néerlandais Jan Tinbergen.

En France, on peut trouver sur le site de l'INSEE des séries de comptes nationaux annuels qui remontent à 1949. Jusqu'en 1970, les comptes ont mis en exergue un agrégat, la **production intérieure brute** (pib), indicateur global principal utilisé pour évaluer la création annuelle de « richesse nationale » et la croissance économique. La pib totalisait les valeurs ajoutées (VA) des branches considérées comme « productrices », c'est-à-dire essentiellement celles de l'économie **marchande**, à l'exclusion, au début, des institutions de crédit et des entreprises d'assurance, intégrées à la production marchande par la suite. Les activités des administrations n'étaient alors pas considérées comme productrices et participant directement à la création de la richesse nationale. Elles n'étaient pas incluses dans la pib.

Cette conception et la quantification relativement restrictives de la production avaient pour vertu de fournir un agrégat centré sur l'économie de marché, génératrice de ressources, et d'être homogène, en particulier, avec les importations et les exportations, par nature marchandes. Il permettait ainsi de mesurer à l'aide des ratios significatifs importations/pib et exportations/pib les performances, la compétitivité, de l'économie française, notre ouverture et notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Du côté de la demande intérieure, la consommation des ménages, celle des administrations et les investissements, étaient, bien entendu, analysés et chiffrés aussi.

Périodiquement, avec l'enrichissement des statistiques et le développement des comptes publics, la Comptabilité nationale a connu des modifications, des améliorations, sans qu'il soit porté atteinte au concept dominant de pib. Jusqu'en 1971, où, imitant en cela les comptables européens et ceux de l'ONU, nos comptables nationaux

ont introduit un changement majeur, déterminant, en abandonnant le concept de **production intérieure brute** au profit de celui de **produit intérieur brut** (PIB), toujours en usage. Avec ce nouveau (il y a quarante ans) concept, le statut de « producteur » a été accordé aux administrations. Les données sur les dépenses effectuées par celles-ci, avec les moyens correspondants mis en œuvre, ont servi à valoriser la nouvelle production des administrations et sa VA. Celles des services de l'éducation, de la santé, etc. Ainsi, loin d'être marginales, des dépenses publiques sont devenues des composantes de la nouvelle « création de richesse nationale », « acteurs » directs de la croissance. La production en a été automatiquement majorée. De l'ordre de + 20 %. Et nos nouveaux indicateurs de dépendance à l'égard de l'extérieur importations/PIB et exportations/PIB ont été diminués dans les mêmes proportions, minimisant ainsi, en apparence, le rôle, la portée et les impacts des échanges extérieurs sur notre économie.

Avec cette « nouvelle » vision, plus les dépenses des administrations augmentent, plus le PIB croît. Mécaniquement. Et pendant de nombreuses années, le rythme de l'augmentation de ces dépenses a été supérieur à celui des activités marchandes. Par des politiciens, des médias et une partie non négligeable du public, il a été regardé comme un stimulant, en réalité artificiel, de la **croissance** du PIB. Selon les périodes, cette influence trompeuse sur l'appréciation des capacités réelles de notre économie a sévi avec plus ou moins de vigueur.

Elle a aussi poussé ou conforté la conviction que les dépenses publiques étaient un moteur, assez puissant, de l'économie. C'est devenu une idéologie, à gauche plus qu'à droite. Le dernier (08 novembre 2011) « plan de relance » de M. François Hollande le montre encore, qui prône l'augmentation des impôts pour financer autant que possible (ou déraisonnable) de dépenses publiques. Quant à M. Nicolas Sarkozy, il prévoit maintenant d'augmenter assez copieusement les impôts pour ne pas être contraint de réduire trop les dépenses publiques, afin, en particulier de ne pas brider ou « briser » une reprise de la croissance qui se fait attendre... avec plus ou moins d'espoir. De ce point de vue, le PIB a été un leurre pour des dirigeants dont les comportements ont conduit à la situation actuellement déplorée de surendettement de l'État et de déficit public géant, que les crises financières récentes ont sévèrement aggravée.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ILLUSIONNISTES...(SUITE)

Il est regrettable qu'ils aient autant cru à la pertinence de l'indicateur dominant et abusé de la référence à ce PIB total majoré (marchand et non marchand) sans prendre assez en considération le PIB marchand. Pourtant, jusqu'en 1995, les Comptes nationaux ont quantifié et présenté le PIB total et ses deux composantes, le PIB marchand (environ 82 à 83 % du PIB total entre 1992 et 1995) et son compère le PIB non marchand (17 à 18 % du PIB).

Après 1995, on ne retrouve plus que le PIB total, sans évaluation de chacune de ses deux composantes. Aussi, pour avoir une idée approximative du montant et de l'évolution du PIB non marchand est-on poussé à se rabattre sur les données annuelles affichées au titre des « services principalement non marchands » dans les tableaux des valeurs ajoutées (VA) par branches. Ces services comprennent l'administration publique et la défense, ainsi que la sécurité sociale obligatoire, l'enseignement, les activités de santé humaine, l'hébergement social et l'action sociale.

En 2010, la VA attribuée à ces services (approximation par défaut du PIB non marchand) s'est élevée à 393,1 milliards d'euros (Mi €), soit à 20,3 % du PIB total, chiffré, lui, à 1932,8 Mi €. Cette année-là, le seul PIB marchand n'a été, en conséquence, pas supérieur à 79,7 % du PIB, soit 1539,7 Mi €.

Avec ces données, le ratio habituellement regardé : importations/PIB est de 537,5 Mi €/1932,8 Mi €, soit 27,8 %. C'est déjà beaucoup ! Résultat d'une perte de compétitivité prolongée et de parts de marché de nos produits en France. Plus inquiétant, les importations ne valent pas moins de 34,9 % du PIB marchand. Ceci montre mieux la place envahissante que prennent les importations dans l'approvisionnement de notre économie, que le rapport des importations au PIB total a flatteusement diminuée.

Quant aux exportations, chiffrées à 492,2 Mi €, elles sont présentées comme valant 25,5 % du PIB. Elles se montent aussi à 32 % du PIB marchand seul. Ce qui montre également mieux la dépendance de la croissance de notre économie soumise à la concurrence extérieure, à sa compétitivité et à son dynamisme. Les exportations ne doivent pas rester l'apanage des seules sociétés du CAC 40 et se passer des potentiels que recèlent les PME. L'État doit les y aider. Il ne suffit pas d'en parler. Il faut des actes, des soutiens publics, même si l'UE les condamne.

Les Allemands et les dirigeants d'autres pays du nord de l'Europe ont bénéficié de la compétitivité des PME et présentent des soldes commerciaux positifs. De notre côté, c'est un déficit de - 2,3 % du PIB qui est affiché, atteignant aussi - 2,9 % du PIB marchand. Encore faut-il souligner qu'une partie des branches marchandes sont peu exposées à la concurrence extérieure, comme le BTP ou des services aux particuliers, par exemple. La dépendance vis-à-vis de l'étranger (Europe comprise) est plus forte et les déficits plus grands dans des branches comme celles de l'industrie. On ne peut s'empêcher de constater que la mondialisation, ainsi que la construction de l'UE, le marché unique et l'euro n'ont pas arrangé les choses. Un euro surévalué et trop de déprotection sans contreparties appropriées contre les « concurrences déloyales » tuent nos activités exposées, souvent vitales... ainsi que nos emplois.

La minoration du rôle de l'extérieur dans le développement de la France a été contrebalancée par une majoration, une exagération, du rôle moteur de notre demande intérieure, à l'évolution de laquelle on a attribué systématiquement la plus grande part de la croissance. Arithmétiquement, en considérant que la demande intérieure était égale au PIB diminué du solde (négatif) du commerce extérieur, on ne pouvait, en effet, que surpondérer son importance pour notre développement et réduire à la portion congrue notre dépendance extérieure. La foi en la demande intérieure, depuis des années dominée par celle des services, ne date pas d'hier. Et entre 2000 et 2010, la consommation finale (administrations et ménages essentiellement) a crû davantage que le PIB, passant de 79 % à 83 % du montant de celui-ci. De nombreux « analystes » ont jugé satisfaisant de la voir ainsi augmenter plus vite que nos ressources. Il est bien heureux que la consommation remorque le PIB, a-t-on clamé. Mais il était très malheureux qu'elle tire nettement plus vite encore les importations... et le déficit extérieur. Évidemment, derrière ces évolutions, on retrouve une montée inexorable, encouragée et incontrôlée, de l'endettement des agents, des administrations en particulier. Elle a « permis » de dépenser plus que ce que notre économie marchande était capable d'apporter comme ressources (malgré le choix fait d'une pression fiscale forte) pour payer et rembourser, au lieu de s'endetter davantage chaque année. On s'est vite accommodé à enregistrer, sans trop d'inquiétude jusque-là, que la dette publique (DP) dépassait 80 % du montant du PIB (60 % était la limite supérieure fixée à Maastricht). Pour ne pas montrer clairement qu'elle est supérieure à 100 % du PIB marchand, et que notre situation

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ILLUSIONNISTES... (SUITE)

d'endettement est plus grave qu'on l'a laissé paraître. Depuis des années déjà.

L'endettement a été et reste considéré comme la potion magique anti stagnation et récession. Et il apparaît bien difficile aujourd'hui d'imaginer comment nos économistes et nos dirigeants pourront changer de stimulant, de « fortifiant », dans les années à venir. On parle assez peu d'investissements productifs, qui rapporteront réellement. Ce qui n'est pas forcément le cas d'infrastructures, telles celles du Grand Paris, du soutien aux dépenses écologiques et économies d'énergie, comme les éoliennes et les panneaux solaires, ou encore des dépenses consacrées à un système éducatif dont l'efficacité est en berne.

Les plans nationaux et internationaux de relance et/ou de sauvetage actuels ne manquent d'ailleurs pas de chercher à restaurer les capacités d'endettement des agents, et les capacités de prêts des banques.

On peut considérer, sous cet angle, que la restructuration et la remise de 50 % de la dette souveraine grecque offrent à la Grèce la possibilité, non pas d'apurer la dette (de 50 %) restante, mais d'emprunter à nouveau dans de meilleures conditions, à des taux d'intérêts moins onéreux, tout en essayant de réduire son déficit public.

Il ne faut pas, non plus, se fourvoyer sur la signification d'affirmations que l'on entend quotidiennement depuis que la France est menacée de perdre sa notation AAA, telles « La France est une grande puissance mondiale (au vu des seules comparaisons des PIB, soit dit en passant, et non des performances réalisées). Elle est tout à fait capable de rembourser sa dette publique ». En vérité, personne n'y songe vraiment. Cette dette est trop forte pour cela. Combien de décennies d'excédents budgétaires seraient nécessaires ? Tout au plus s'engage-t-on à ne plus accepter de déficits (demain, d'ici quelques années...) et de réduire le ratio dette publique/PIB (encore lui) jusqu'à un niveau qui « rassure les marchés financiers » afin que les taux d'emprunt de la France ne soient pas trop pénalisants. Quant à l'UE, divisée, elle semble avoir renoncé aux exigences initiales de Maastricht et être complètement dépassée.

Aussi, nos efforts pour être optimistes doivent-ils être tempérés, et nos espoirs se fonder sur la reprise d'une croissance mondiale très vigoureuse, insufflée par des pays émergents... sans qu'il y ait de bouleversement radical dans les comportements économiques et financiers. En outre, il me paraît peu prometteur de vouloir compter sur une banque centrale européenne

planche à billets et de songer à déresponsabiliser (pour le moins) les États en « mutualisant » leurs dettes au sein de la zone euro.

En attendant que la recherche de substituts à l'endettement pour parvenir à un développement durable soit résolument entreprise... et aboutisse, le présent article vise modestement à encourager le choix et la diffusion d'indicateurs macroéconomiques significatifs qui répondent honnêtement aux problèmes posés. L'usage, pour les analyses, et la publication du PIB avec ses deux composantes, le PIB marchand et le PIB non marchand, seraient, non pas un retour en arrière, mais un pas en avant dans la bonne direction.

L'indicateur macroéconomique PIB joue un rôle clé. Mais il en est d'autres qui mériteraient d'être réexaminés, voire redéfinis ou remplacés. Non pas pour partir à la quête d'un indicateur du bonheur national brut (ou net) qu'on essaierait ensuite de rendre opérationnel et directif. Mais pour mieux représenter notre économie, mondialisée et de plus en plus « intégrée » dans l'UE, européanisée. Il serait intéressant, par exemple, d'identifier et de quantifier les bienfaits de cette « intégration » pour la France. *Eurostat*, qui dispose de nombreuses informations utiles, sur les échanges intracommunautaires, notamment, n'est pas spécialement chargée de cette mission. Nicolas Sarkozy (NS) et Angela Merkel en sont au stade des fiançailles, et NS s'évertue à attirer la France dans les bras de l'Allemagne, vers de salvatrices épousailles. Il ne serait pas inutile qu'un tel scénario soit éclairé par une analyse comparative rigoureuse de nos économies et de nos sociétés respectives, ainsi que par une tentative sérieuse d'anticipation et d'illustration de ce que serait, quelques années après le mariage, la famille recomposée germano française (à côté du reste de l'Europe) à laquelle des politiciens et des « grands patrons » rêvent.

Autre remarque, depuis la trimestrialisation des comptes nationaux, l'attention est de plus en plus portée par les statisticiens au très court terme, à la conjoncture, à la fourniture instantanée d'informations aux décideurs politiques et aux acteurs des marchés financiers. Sans, toutefois, qu'une relation précise soit établie et exposée au public entre ce qu'on appelle l'économie réelle et « l'autre monde », celui des mouvements financiers, de la spéculation et des délocalisations. Dans la période de crise actuelle, c'est un manque auquel il serait bon de remédier. Sur ces sujets, en particulier, des analyses de fond, annuelles et pluriannuelles nous permettraient, ainsi qu'à nos dirigeants, de mieux ouvrir les yeux. ■

COUP DE GUEULE

par Pierre LOMBARD

PUISQU'ON peut écrire n'importe quelle connerie dans la *Lettre du 18 juin*, voici en réaction celles d'un contribuable, assujéti à l'ISF, qui paie chaque année 40 % de ses revenus en impôts directs (IRPP, ISF, Foncier, Taxe d'habitation) pour nourrir les nuées de branleurs qui vivent à ses crochets, en commençant par 50 % de la Fonction dite publique et les milliers de profiteurs de la « les profiteurs de la représentation nationale, régionale, départementale, municipale ».

Ce contribuable, qui doit la totalité de ses revenus et de son patrimoine à son travail et à celui de son épouse, regrette de plus en plus de ne pas avoir eu la clairvoyance de quitter ce pays dès que la gangrène socialiste a commencé ses ravages.... sous Giscard.

Comme il n'épargne plus, les 60 % de revenus qui ne partent pas en impôts directs fournissent encore une masse de TVA sans commune mesure avec ce que paient les bénéficiaires du RMI, de la CMU, de l'ASS, etc.

Et certains (malheureusement nombreux dans ce pays d'envieux), confondant équité, égalité et égalitarisme, considèrent qu'il serait urgent de l'étrangler encore un peu plus, que ce soit par des hausses d'impôts ciblées ou par des « emprunts forcés ».

Eh bien il en a marre, et la première conséquence est qu'il met directement à la poubelle les sollicitations des innombrables organisations qui viennent régulièrement le taper. La seconde est qu'il n'a plus envie d'aller

voter, indifférent à la couleur de celui qui le grugera, puisque tous les partis se retrouvent dans la même action démagogique, les uns en l'annonçant, les autres en parlant d'autre chose. Quelqu'un (taisons son nom, il est « libéral » !) remarquait, à propos du nième « plan de rigueur », que les pays qui s'en sont sortis ont réduit leur déficit par 80 % de baisse des dépenses et 20 % de hausse d'impôts, alors que la France, déjà championne de la pression fiscale, fait 15% de baisse des dépenses et 85 % de hausses d'impôts.

En élargissant l'horizon, il est évident que de plus en plus de jeunes, volontaires et capables de réussir dans la vie, lorsqu'ils se rendent compte de ce qui les attend ici, se dépêchent d'aller chercher ailleurs un environnement qui ne les spoliera pas du fruit de leur travail.

Konk, dessinateur politiquement incorrect, a parfaitement illustré la situation dans un dessin montrant la France comme un aéroport d'où s'envole un avion marqué « RICHES », tandis qu'atterrit un avion marqué « PAUVRES ».

Que feront les belles âmes de leur compassion quand ce que Jacques Marseille appelait « la France qui travaille » aura disparu, ne laissant que celle qui freine et tous ses immigrés clandestins ?

Mais n'est-il pas déjà trop tard pour se poser la question, alors que la conspiration bruxelloise, aveuglément appuyée par l'UMPS et les syndicats, est en train d'achever l'industrie française ? ■

Académie du Gaullisme
B.P. 48, 94700 Maisons-Alfort
acadgaul1@free.fr

BULLETIN D'ADHÉSION 2012 ET D'ABONNEMENT À "18 JUIN"

à retourner à Académie du Gaullisme, B.P. 48 - 94702 Maisons-Alfort

Nom et Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____ Courriel _____ Date de naissance _____

Cotisation + de 25 ans : 35 € • - de 25 ans : 16 € • Couple : 39 € • Membre bienfaiteur : à partir de 75 € (établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme)

Propositions pour la France

VOULEZ-VOUS LE STATU QUO D'UNE DÉCADENCE QUASI ANNONCÉE ...

ou le sursaut salvateur d'une véritable révolution mentale ?

par Pierre CHASTANIER

NDLR – Nous ouvrons, à partir de ce numéro, une nouvelle rubrique intitulée Propositions pour la France. Nous invitons nos lecteurs à nous faire parvenir leurs réactions et, bien sûr, à nous envoyer leurs propres propositions. Nous remercions Pierre Chastanier d'avoir bien voulu « ouvrir le bal », son texte est dense et mérite la plus grande attention.

Nous nous préparons à entendre une fois encore les promesses des candidats qui tout au long de la campagne présidentielle vont essayer de nous certifier, les uns comme les autres, qu'ils feront demain ce qu'ils n'ont pu faire hier : conduire notre pays avec justice et sérénité, vers la prospérité et le progrès social !

Le piège de l'élection du Président de la République au scrutin uninominal à deux tours qui par principe crée la bipolarisation, donne bien peu de chances d'être entendus à ceux qui à droite comme à gauche veulent proposer un discours autre que convenu, mis à part sans doute aux populistes qui, de toutes façons, n'auront aucune chance de gagner au second tour si un scénario type 2002 venait à se reproduire.

Pour tous ceux, hommes et femmes de bonne volonté, qui refusent l'aventure *le penniste* ou *mélenchonienne*, il ne reste donc d'autre solution que d'aller une fois de plus, même si certains se défouleront au premier tour, rejoindre au second, peut être en traînant les pieds, le grand candidat de leur choix (Sarkozy ou Hollande).

Ils se doutent bien pourtant, qu'à l'heure où menace l'esprit de décadence, c'est n'est pas par une élection mais bien par une véritable révolution mentale qu'on pourrait changer la donne et enfin reconstruire.

La France qui n'a plus le moral, qui ne croit plus en ses élus, qui frissonne pour l'avenir de ses enfants pliera-t-elle à nouveau la tête ou comme elle a su le faire aux heures tragiques de son histoire voudra-t-elle une fois encore se redresser et trouver la voie du renouveau ?

L'objet de ce texte n'est pas de lancer un appel (l'auteur n'est candidat à rien !) mais d'essayer d'expliquer avec

pédagogie quelle autre politique salvatrice pourrait être conduite pour peu qu'on soit capable de s'extraire de la division partisane si artificielle qui s'est malheureusement imposée depuis avril 1969.

Aujourd'hui, en effet, la simple déclinaison de son appartenance politique rompt toute réelle possibilité de dialogue entre Français alors même qu'il est devenu si urgent de chercher en commun ces voies du renouveau.

Oublions donc un instant nos votes du passé, ceux-là même qui nous ont conduit là où nous sommes, et cherchons à déterminer ensemble le cap qu'il faudrait prendre pour retrouver confiance en nous.

Les propositions qui vont suivre sont des axes de travail. Développées sans tabou, dans le seul souci de l'intérêt général, elles devront être polies et repolies, car le diable est dans les détails, au fil des discussions dans l'espoir de rassembler un jour le plus grand nombre possible d'hommes et de femmes de bonne volonté.

Mais avant de les examiner une à une, revoyons l'esprit qui les anime.

Une révolution mentale n'est ni sanglante, ni intégriste, ni collectiviste. Nous sommes attachés à une société de liberté et de responsabilité. Nous voulons un système politique suffisamment libéral pour que l'économie fonctionne et suffisamment social pour que persiste un véritable désir de vivre ensemble. Nous voulons que chacun soit récompensé selon ses mérites, mais nous n'acceptons pas dans un monde riche de promesses que des exclus soient abandonnés au bord de la route ou que des profiteurs parasitent, sans contre partie adaptée à leurs capacités intellectuelles ou physiques, une solidarité publique qui n'est plus sans limite.

Alors, après avoir pris connaissance des premières propositions qui vont suivre, la décision qui s'imposera à vous sera sans doute l'une des suivantes :

- Après moi le déluge ! Je suis conscient des problèmes que nous traversons mais je m'en désintéresse. Quant à mes enfants ils feront comme moi. Ils se débrouilleront !

PROPOSITIONS POUR LA FRANCE... (SUITE)

Ou

- Même si tout n'est pas parfait dans notre système actuel, j'accorde ma confiance à l'un des deux grands candidats (Sarkozy - Hollande) et ne veux pas personnellement me mêler de politique.

Ou

- Je sais qu'avec les mêmes, les résultats à terme sont courus d'avance mais les autres candidats n'ont aucune chance. Alors à quoi bon !

Ou

- Je suis conscient du fait que si je ne m'engage pas personnellement il en sera de même pour nombre de mes concitoyens et je ne veux pas subir !

Mais on ne s'engage pas sans savoir. Il convient donc d'examiner les premières propositions qui, encore une fois, ne sont qu'une base de discussion pour l'élaboration collective d'un ordre de bataille pour le renouveau.

Commençons par la crise puisque crise il y a

Nous ne reviendrons pas longuement sur les causes :

- Une monnaie unique lancée à la va-vite sans en mesurer les conséquences.
- Une désindustrialisation massive sans protection aux frontières de l'Union.
- Un *dumping* social et fiscal persistant entre les États-membres.
- Une immigration non contrôlée.
- Un assistanat généralisé financé par l'emprunt.
- Une crise morale sans précédent, la corruption s'étalant au vu et au su de tous.
- Une jeunesse abandonnée à un système éducatif désuet conduisant au chômage.
- Une société trop individualiste oubliant les solidarités les plus élémentaires.
- Des médias aux ordres de puissants lobbies endormant le peuple.
- Une politique d'assimilation qui a fait faillite laissant nos banlieues dévastées aux mains d'intégristes qui s'attaquent à notre culture et aux valeurs traditionnelles que nous n'avons plus la volonté de défendre.
- Un écart social sans précédent, entre riches et pauvres, qui détruit tout sentiment d'appartenance à une même Nation.

Face à une telle situation si un Homme d'État devait envisager des mesures de sauvegarde frappées au coin du bon sens, de l'efficacité et de la justice sociale il proposerait au lieu des « mesurette » distillées par François Fillon qui déclarait déjà il y a plus de deux ans que nous étions en faillite, des dispositions radicales hautement symboliques comme par exemple :

- Réduction de 30 % des émoluments du Président de la République et des membres du Gouvernement au lieu d'un simple gel des salaires.
- Réduction de 10 % du salaire des députés et sénateurs (y compris des députés européens) et suppression de la plupart des privilèges exorbitants (durée des indemnités en cas de non-réélection, emprunts à taux réduits, salaires des collaborateurs versés par les parlementaires eux-mêmes, cumul des mandats avec des postes exécutifs régionaux...) attachés à leurs mandats.
- Maintien des Allocations familiales indexées sur l'inflation et non sur la croissance mais conditionnées aux ressources des familles (avec suppression de celles-ci au-dessus d'un certain niveau de revenus).
- Disparition totale des niches fiscales et forfaitisation des parts imposables (un enfant donnerait droit à une réduction identique en € et non en part quel que soit le revenu de ses parents).
- Imposition des hauts revenus à un taux maximum de 50 %, que ces revenus proviennent du travail ou du patrimoine.
- Suppression de l'ISF actuel au profit d'un impôt sur le patrimoine généralisé au-dessus d'1 million d'euros (y compris sur les actions et parts de sociétés, les tableaux de maîtres et les voitures de collection !) à taux progressif.
- Limitation à 100.000 € par enfant de l'exonération des droits de succession.
- Création d'un corps d'incorruptibles rattaché à la Cour des Comptes chargé de la lutte anti-corruption chez tous détenteurs de la puissance publique (fonctionnaires et élus).
- Imposition des transactions financières et séparation rigoureuse entre banques d'affaires et banques de dépôts.
- Création d'une TVA sociale permettant une réduction significative des prélèvements obligatoires basés sur le travail.
- Établissement de trois taux de TVA (*réduit* pour tous les produits de première nécessité, *normal* pour tous les autres services ou marchandises, *fort* pour tous les produits et articles de luxe).
- Affectation à toutes les familles ayant un revenu inférieur à deux fois le SMIC d'un crédit d'impôt compensant les hausses de TVA.
- Remboursement par les entreprises des subventions reçues en cas de suppression d'emploi lors des délocalisations à l'étranger
- Arrêt des exonérations de charges pour les 35 heures et fiscalisation à taux réduit des heures supplémentaires
- Allègement de l'IS supporté par les PME par une exonération importante en cas d'investissement et d'embauche et création d'un IS minimum, basé

PROPOSITIONS POUR LA FRANCE... (SUITE)

sur le chiffre d'affaires réalisé en France et non sur les résultats d'exploitation, pour les groupes internationaux bénéficiaires.

- Mise en place aux frontières de l'Europe d'un système de taxation (droits de douanes) basé sur la balance du commerce extérieur entre l'Union et les pays tiers et, en cas de refus de nos partenaires européens de s'y associer, sortie momentanée de l'espace Schengen et application de taxes douanières aux seuls pays avec lesquels les échanges commerciaux avec la France sont scandaleusement déficitaires.

Mais si des mesures drastiques touchant les plus fortunés et épargnant les plus pauvres peuvent donner un nouvel élan à notre économie, c'est à un niveau beaucoup plus profond de réformes qu'il faudrait s'atteler.

Priorité à l'éducation

- Réorganisation complète de notre système éducatif basée sur la liberté et la responsabilité.
- Refonte de l'école maternelle pierre de base de l'édifice avec affectation de moyens adaptés au niveau socioculturel des enfants et des familles concernées (enseigner le français, comme disait Allègre, aux enfants de Bondy dont les trois-quarts des parents ne le parlent pas avec des moyens identiques à ceux accordés aux enfants de Neuilly, ce n'est pas l'égalité des chances !).
- Approfondissement des enseignements de base (lire, écrire, compter) avec tutorat obligatoire et gratuit pour les plus inaptes.
- Développement à côté d'un enseignement général d'un enseignement professionnel de grande qualité basé sur l'alternance (apprentissage + école) permettant d'accéder sans restriction autre que le niveau atteint, aux formations supérieures y compris le retour à l'enseignement général s'il est possible et souhaité.
- Accès à l'université et aux formations supérieures professionnalisantes sur la base d'un recrutement sélectif tenant compte des désirs et des capacités des étudiants mais aussi des besoins du pays (avec *numerus clausus* pour les professions saturées et large ouverture pour les professions déficitaires).
- Prise en charge des étudiants, comme des apprentis en formation, grâce à un salaire étudiant versé douze mois par an et conditionné aux résultats obtenus. Ce salaire serait rattaché aux revenus familiaux et imposé en conséquence.
- Accueil généralisé des étudiants qui le souhaitent en résidences universitaires proches des facultés (et lancement d'un vaste programme de logements

étudiants).

- Création de grands campus universitaires (un par région) pour en finir avec des universités de sous-préfectures dispersant professeurs et moyens de recherche.
- Lancement d'une nouvelle tranche d'emprunt national « Innovation et recherche » destiné aux équipes de recherche publiques ou privées coopérant sur des projets industriels d'avenir avec contrôle sévère de l'utilisation des fonds et mise en cause pénale des « détourneurs de subsides » qui seraient détectés.
- Autonomie complète, budgétaire et de gestion, des universités dans le cadre d'un contrat État-région-université incluant les politiques salariales et le recrutement des professeurs et des élèves.

Retour au service national

- Création d'un service national de trois mois pouvant être au choix civil ou militaire pour tous les jeunes garçons et filles physiquement aptes entre le bac (ou l'examen de fin de scolarité) et l'entrée à l'université ou au travail.
- Mise à profit de cette période pour retrouver par la vie en commun un brassage des classes sociales revivifiant le sentiment d'appartenance à une même Nation.
- Encadrement militaire des jeunes difficiles ou délinquants pouvant être reclassés.
- Ce service national très diversifié (école, armée, service civil, service militaire, coopération, brigades écologiques, protection civile...) pourra pour les exclus du système éducatif permettre une réorientation vers des « écoles de deuxième chance » (enseignements fondamentaux, permis de conduire, apprentissage d'un métier,...).

Entreprise et participation

- La ré-industrialisation active de la France doit s'accompagner dans toutes les entreprises de plus de cinquante salariés de la mise en place d'une nouvelle gouvernance donnant accès aux conseils d'administration avec minorité de blocage, aux représentants du personnel désignés par vote à bulletin secret au sein de l'entreprise. Les candidats des différents collèges (ouvriers, cadres, administratifs...) devront être des salariés en CDI avec plus de trois ans d'ancienneté dans l'établissement.
- Une répartition annuelle des résultats de l'entreprise sera calculée en tenant compte de l'auto investissement. Celui-ci donnera lieu à des

PROPOSITIONS POUR LA FRANCE... (SUITE)

distributions d'actions gratuites réparties pour moitié entre actionnaires et personnels. Des intérêts de base sur le capital souscrit, prélevés prioritairement sur les dividendes, seront distribués aux actionnaires au taux légal du moment. Le reste des dividendes sera partagé également entre actionnaires (super bénéfice) et salariés (souscription d'actions librement négociables au bout de cinq ans).

- Une TVA sociale soulagera l'entreprise des charges salariales et patronales n'ayant pas de lien direct avec le travail (assurance maladie autre que les accidents du travail et allocations familiales). Ces dernières seront prises en charge par la solidarité nationale et la consommation. Le coût du travail étant ainsi réduit la compétitivité de nos entreprises sur les marchés extérieurs sera augmentée d'où l'accroissement de leur carnet de commandes et de nouveaux emplois. L'augmentation de la TVA qui ne touchera en rien les produits français (le prix TTC restant strictement constant) frappera les produits importés qui contribueront eux aussi, et ce n'est que justice, à nos dépenses sociales.
- Une retraite par points généralisée sera mise en place permettant à chacun au-delà de 60 ans de prendre sa retraite quand il lui plaira pourvu que le montant de l'allocation ainsi calculé soit supérieur aux minima sociaux (fonds de solidarité vieillesse). Cette disposition permettra a contrario à ceux qui voudront travailler plus longtemps (sans limite d'âge) de voir leurs allocations retraites revalorisées par leurs contributions supplémentaires.

Organisation des Territoires

- Pour lutter contre le gaspillage créé par la multiplication des niveaux de décision, une nouvelle organisation du territoire sera mise en place correspondant à trois niveaux nationaux au lieu de six : État, régions, cantons ou arrondissements
- L'administration centrale et les ministères régaliens (Police, Défense, Justice, Affaires étrangères, Finances) resteront à Paris.
- Les régions au nombre réduit à sept (Nord, Est, Ouest, Île-de-France, Centre, Sud-est, Sud-ouest) gèreront l'intégralité des activités économiques et sociales (éducation, santé, économie, transports...) seules ou en coopération avec les régions voisines.
- Les départements seront supprimés
- Les cantons regroupant les actuelles communes et intercommunalités (ou les arrondissements dans les grandes villes) constitueront l'unité de gestion de base des nouvelles institutions. Leurs élus désigneront en leur sein un maire et un conseiller régional.
- Un mandat local ne saurait être cumulé avec un

mandat national ou européen. Aucun mandat ne pourra être exercé consécutivement plus de deux fois. Cette disposition fera respirer la démocratie et permettra à un plus grand nombre de citoyens de s'impliquer dans les affaires publiques, faisant de cette fonction un service et non un métier. On veillera cependant avec une attention toute particulière à ce que les serviteurs de l'État ne se transforment pas en dépouilleurs du patrimoine public ou en corrompus impunis (faut-il rappeler *Ruy Blas*!).

Refonte du système de santé

- Réorganisation du maillage du territoire par la création d'une médecine moderne, alliant médecine de ville (de préférence dans des centres de soins pluridisciplinaires) et médecine hospitalière jouant pleinement la coordination public-privé sur les mêmes critères de remboursement de la Sécurité sociale mais avec prise en compte par celle-ci des activités de formation, du traitement des cas graves et de la recherche dévolus à certains établissements (notamment mais pas exclusivement hospitalo-universitaires).
- Ajustement des entrées en médecine par rapport aux besoins nationaux et lutte contre les problèmes de démographie médicale dans certains départements par la création de postes supplémentaires offerts aux concours assortis d'une obligation d'installation de dix années après la fin des études dans les régions concernées.
- Organisation de passerelles permettant à partir d'une profession de santé de pouvoir entamer de nouvelles études sur la base de l'expérience acquise (exemple passerelle infirmière-médecin).
- Suppression de la clientèle privée à l'hôpital public et travail à temps plein revalorisé des praticiens hospitaliers (actuellement dispersés entre service hospitalier, université, recherche, gestion, clientèle privée, expertises pharmacologiques, etc. !) permettant un meilleur encadrement des praticiens en formation (internes, chefs de clinique) et du personnel et une gestion plus vigilante et plus productive du service.
- Développement d'une politique de prévention avec incitation des assurés sociaux à une meilleure consommation médicale par un suivi plus rigoureux des parcours de santé (création d'une véritable carte bancaire Santé personnalisée, pour régler toutes les dépenses maladies avec contribution personnelle en cas d'abus, arrêts maladie injustifiés, visites itératives, pathologies aggravées par certaines addictions...).

PROPOSITIONS POUR LA FRANCE...(SUITE)**La Science au service de l'Homme**

L'accident dramatique de Fukushima en 2011, vingt-cinq ans après Tchernobyl a relancé furieusement en France l'opposition des anti-nucléaires. Pour une grande partie de la population un certain unanimisme prend corps alors qu'il ne repose sur aucune réflexion scientifique sérieuse.

Au lieu de se dire qu'il fallait être vraiment débile pour «construire une centrale aussi importante que Fukushima dans une région sismique, qui plus est en bordure de Pacifique comme si on découvrait tout à coup l'existence de séismes et de tsunamis, comme il avait fallu être débile pour construire en Ukraine une centrale sans enceinte de confinement qui plus est maintenue par des ouvriers qui n'étaient plus payés depuis deux mois, on préfère l'anathème et le rejet des centrales nucléaires allant même pour les Verts jusqu'au chantage alors qu'elles seront peut-être encore demain une chance pour la France.

Il ne s'agit pas ici d'un discours pro nucléaire. Des études extrêmement poussées doivent être conduites sur les centrales existantes avec démantèlement immédiat de celles qui présenteraient le moindre risque. Toute nouvelle construction ne peut être envisagée au vu de ces deux accidents historiques dans des régions présentant un risque sismique ou un risque d'inondation. Mais surtout ne stoppons pas la recherche, ni sur le projet *Iter* qui nous ouvrira peut être un jour la voie inépuisable de la fusion, ni sur les petites centrales autonomes, enterrées, mobiles ou sous-marines dont les risques sécuritaires seront infiniment plus circonscrits, ni sur le traitement par transmutation des déchets radioactifs ou l'enfouissement par forages en grande profondeur.

Dans ce domaine comme dans tant d'autre la science ne dira jamais son dernier mot et personne n'a le droit d'insulter l'avenir.

Bien évidemment la poursuite d'un tel programme n'est en rien antinomique avec le développement enfin sérieux des énergies renouvelables.

Malgré certains problèmes liés à ce type d'énergie, et notamment les problèmes de stockage de l'électricité, il aurait été bien difficile de faire pire que ce qui a été fait en France jusqu'à ce jour !

Pour ne dire que quelques mots des éoliennes ou des fermes photovoltaïques on a voulu faire semblant d'en favoriser le développement ! Mais les obligations d'achat imposées à EDF à des prix tellement élevés par rapport au nucléaire ont poussé celle-ci à freiner des quatre fers mettant en branle son puissant réseau de *corpsards* pour faire échouer tous les projets qui lui déplaisaient et

ce d'autant plus facilement que l'intervention dans ces dossiers de développeurs privés souvent sans scrupules était difficilement justifiable (à nuisance publique intérêts privés !).

Or, un pays qui dispose de 5.500 km de côtes, de 11.000 km d'autoroutes et de 32.000 km de voies ferrées a-t-il besoin de projets privés pour implanter des éoliennes guidés par la seule loi du profit ? Sûrement pas !

L'énergie la moins chère est bien sûr celle qu'on ne dépense pas et la France peut également jouer un rôle extrêmement valorisant et créateur d'emplois dans le domaine des économies d'énergies. Il aurait été plus judicieux de favoriser pour ces travaux l'attribution de prêts bancaires plutôt que de proposer des incitations fiscales transformant (comme pour la loi Sellier ou les investissements outre-mer) les fournisseurs en vendeurs de produits fiscaux !

Dans d'autres domaines la Science va aussi changer notre avenir. Qu'il s'agisse de l'économie numérique, de la santé, des transports, demain ne sera plus comme hier et les métiers qu'exerceront nos enfants n'existent même pas encore aujourd'hui.

Il faut donc s'adapter à un changement qui sera de plus en plus rapide. D'où les efforts gigantesques à mettre en œuvre pour la formation, l'aide à l'innovation, la préférence donnée à la recherche, accompagnée de la reconnaissance sociale due aux chercheurs. Ne commettons pas l'erreur de croire que nos compétiteurs chinois ou indiens sont encore loin derrière nous. Ils sont déjà souvent devant !

L'assimilation ou l'intégration ?

Les *blogs* bruissent depuis quelques mois de *mails* islamophobes alors que des pratiques christianophobes et antisémites continuent de polluer, plus de deux cents ans après la Grande Révolution, le paysage médiatique français qui devrait pourtant être empreint de ces valeurs républicaines de liberté, égalité, fraternité qui ont bâti la société moderne.

À ces valeurs humanistes il convient d'ajouter depuis un siècle celle de laïcité témoignant de la volonté de notre peuple, plus assimilateur qu'aucun autre au cours de son histoire, de vouloir cantonner à la sphère privée la pratique d'une religion ou d'une croyance tout en exigeant de ceux qui veulent vivre sur son territoire, dans le respect de la loi, l'intégration la plus large possible à notre mode de vie et pour tous ceux qui le désirent et s'en montre dignes l'identification pure et simple, par l'assimilation, à la Nation française et à ses idéaux.

PROPOSITIONS POUR LA FRANCE... (SUITE)

Or, entendre parler de Français de la deuxième ou de la troisième génération c'est déjà constater la faillite de notre système d'assimilation car ne saurait être immigré au pays du *jus solis* ceux qui sont nés en France : ils sont Français à part entière ou alors s'ils renoncent à ce droit, ils sont étrangers et non immigrés !

Ne confondons pas en effet assimilation et intégration.

Ceux qui en venant légalement s'installer chez nous acceptent de se plier aux règles de fonctionnement de notre société tout en cultivant entre eux avec discrétion les particularismes vestimentaires, alimentaires, culturels ou religieux de leur pays d'origine peuvent être parfaitement intégrés à notre société.

Ils n'en sont pas pour autant Français et leurs enfants nés en France qui peuvent un jour le devenir seront inévitablement tiraillés entre le pays d'origine de leurs parents qui souvent leur sera présenté comme un pays de cocagne (alors que pour beaucoup d'immigrés du Sud c'est la misère qui les a chassés de chez eux) et le pays d'accueil où s'est construite toute leur jeune histoire et dont ils pourront, à 16 ans, choisir la nationalité ce qui devrait être considéré par eux comme un privilège et non comme un droit.

Le modèle voulu par nos pères est au contraire celui de l'assimilation, c'est-à-dire de la fusion pure et simple de l'arrivant dans l'identité nationale, francisation du nom et du prénom (Mazarini ne s'est-il pas fait aussitôt appeler Mazarin !), pratique exclusivement réservée à la sphère privée des religions et us et coutumes différents de ceux correspondant à notre tradition séculaire judéo-chrétienne, volonté d'élever ses enfants dans l'amour du pays d'accueil et adoption avec fierté, aussi rapide que possible, de la nationalité française.

On en est loin dans nos banlieues. Il convient donc avant qu'il ne soit trop tard de redresser drastiquement la barre et de présenter clairement le modèle proposé à ceux qui veulent s'installer parmi nous.

- Mise en place d'un système d'accueil pour les immigrés en situation régulière, qui bénéficient d'une promesse d'embauche réelle et sérieuse, permettant de disposer d'un logement décent, de pouvoir compléter très vite en cas de besoin l'apprentissage de notre langue, de bénéficier immédiatement de nos services sociaux, soins, éducation des enfants, d'apprendre à connaître notre histoire et notre culture, de participer à la vie associative, sportive et culturelle de leur ville, d'entamer très vite une procédure de nationalisation qui s'étalera sauf cas particuliers sur au moins cinq ans, de bénéficier pour leurs pratiques culturelles de lieux adaptés et discrets ne contrevenant pas aux

habitudes actuelles de notre société

- Mise en place d'un système de contrôle aux frontières permettant sauf pour les ressortissants de l'Union européenne un suivi efficace des durées de séjour avec mise en cause pénale de l'invitant lorsque l'invité profite de sa présence en France pour s'évanouir dans la nature.
- Un assouplissement de ces règles serait proposé à tout visiteur étranger pouvant apporter des preuves de sa capacité à subvenir à ses besoins sans avoir à faire appel à la solidarité nationale dont il n'est pas contributeur. Cet assouplissement pourrait donner lieu à la délivrance de visas de longue durée (un an renouvelable par exemple).
- Pour les clandestins, il convient de constater que la situation actuelle est insupportable pour eux comme pour nous. Nous ne pouvons pas placer à nos frontières un policier tous les dix mètres. La pression d'attraction du monde occidental ira croissant, il faudra donc inventer des mesures nouvelles satisfaisantes. On pourrait par exemple construire dans certains départements peu peuplés des villages d'accueil plus ouverts que nos actuels centres de détention, ex territorialisés, où, en attente de jugement (d'asile politique par exemple) et avant d'éventuelle reconduite aux frontières, les clandestins pourront bénéficier de conditions de vie conformes à la dignité humaine, même s'ils doivent y contribuer par un travail à temps partiel rémunéré en avantages en nature (on accepte bien d'acheter des produits chinois dont on sait que les ouvriers sont payés 100 € par mois. Pourquoi faudrait-il s'offusquer du fait qu'un clandestin en attente de jugement puisse par son travail s'offrir des conditions de vie plus confortables).
- On sait pertinemment que les Français trop gâtés par un système d'assistanat social particulièrement généreux refusent d'exercer certains métiers (employés de maison par exemple). Pourquoi ne permettrait-on pas à certains clandestins d'être recrutés par des agences de placement si elles trouvent des employeurs solvables ? Cela vaudra mieux qu'un travail au noir qui doit être pourchassé avec poursuite pénale sérieuse des employeurs indélécats.
- Mais il est impossible de conclure sans parler du co-développement avec les pays d'émigration. La plupart des clandestins sont chassés par la misère. C'est donc le plus souvent par le développement économique qu'on pourra réguler ces mouvements de population de plus en plus nombreux. Nous qui avons laissé délocaliser nos industries par des groupes financiers avides, serons-nous incapables fut-ce au prix d'une incitation fiscale de favoriser l'implantation d'usines dans nos pays d'émigration traditionnels (Maghreb, Sahel, Afrique noire) plutôt qu'en Chine ? On ferait d'une pierre deux coups ! Rien en particulier ne pourrait

PROPOSITIONS POUR LA FRANCE...(SUITE)

raisonnablement s'opposer à la création dans des pays amis (Maghreb notamment) de zones franches où nos usines pourraient s'implanter, plus près de nos ports, avec une main-d'œuvre francophone, et sous le même fuseau horaire !

En conclusion provisoire

Voilà quelques exemples de réformes concrètes, pédagogiques, équitables que notre peuple plus intelligent que frondeur peut aisément comprendre s'il a enfin le sentiment que ceux qui s'adressent à lui, lui parlent VRAI.

Parler vrai c'est développer une vision de la société basée sur les seules considérations de l'intérêt général.

C'est mettre en place à tous les niveaux des systèmes équitables et responsables sans entraver pour autant la liberté d'entreprendre.

C'est permettre à chacun de puiser ailleurs que dans la seule recherche avide du profit un idéal qui aide à vivre.

C'est construire ensemble une société nouvelle adaptée aux données de notre temps sans pour autant renier l'esprit de notre peuple incarné dans son histoire.

C'est comprendre que la Terre s'est rétrécie et que nous sommes désormais comptables d'un « vivre ensemble » à l'échelle planétaire ? Explosion démographique, conflits armés, intégrismes liberticides, dilapidation des ressources naturelles doivent être combattus par tous au sein de continents organisés coopérant sous l'égide de l'ONU.

Et nous, Français, une fois encore, nous pouvons contribuer à éclairer le Monde. Il faut pour cela que notre pays, au sein d'une Europe forte dont la France est l'un des deux grands piliers, soit uni, prospère et audacieux. Et cela est possible si nous le voulons vraiment.

Alors ?

- Une France Unie ou la persistance d'une bipolarisation insurmontable?
- Une France équitable ou des injustices si grandes qu'elles conduiront tôt ou tard aux émeutes ?
- Une France passoire, ouverte avec discernement ou totalement repliée sur elle-même ?
- Une France conquérante dans le domaine de la Science ou à la traîne des nouveaux dragons ?
- Une France généreuse ou nombriliste ?
- A chacun de choisir...puis d'agir ! ■

leçon d'économie... **C'EST QUOI LE PIB ?**

Une journée maussade dans un petit bourg humide au fond de la verte Irlande.

Il tombe une pluie battante et les rues sont abandonnées. Les temps sont durs : tout le monde est endetté, tout le monde vit à crédit.

Arrive un touriste allemand, riche. Il arrête sa belle voiture devant le seul hôtel de la ville et il entre.

Il pose un billet de 100 € sur le comptoir et demande à voir les chambres disponibles afin d'en choisir une pour la nuit. Le propriétaire de l'établissement lui donne les clés et lui dit de choisir celle qu'il veut.

Dès que le touriste monte l'escalier, l'hôtelier prend le billet de 100 €, file chez le charcutier voisin et règle sa dette envers celui-ci.

Le charcutier, qui doit de l'argent à un éleveur de porcs, se rend immédiatement chez ce dernier et lui donne le billet de 100 €.

L'éleveur de porcs, à son tour, règle ses dettes envers la coopérative agricole où il achète ses fournitures.

Le directeur de la coopérative court aussitôt jusqu'à son bar préféré pour régler son ardoise.

Le barman, glisse alors le billet à la prostituée qui lui fournit ses services à crédit déjà depuis des semaines. Celle-ci, qui utilise l'hôtel proche, professionnellement, court régler son compte avec l'hôtelier.

L'hôtelier repose le billet de 100 € sur le comptoir où le touriste allemand l'avait posé en arrivant.

Au même moment, le touriste descend l'escalier, annonce qu'il ne trouve pas les chambres à son goût, ramasse son billet et s'en va.

Personne n'a rien produit,

Personne n'a rien gagné,

Mais personne n'est plus endetté ! Et le futur semble beaucoup plus prometteur pour tout le monde !

C'est ainsi que fonctionnent les plans de sauvetage que l'on prévoit pour les pays d'Europe en difficulté...

OÙ EN EST LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND ? : COMPTE RENDU DU DÎNER-DÉBAT DU 16 NOVEMBRE 20011

En présence de M. Georges-Henri SOUTOU

par Christine ALFARGE

« **R**IEN n'est possible en matière économique au sein de l'Union européenne sans accord franco-allemand. »

La crise de la dette a mis en lumière les contradictions de la zone monétaire européenne, une union de dix-sept États aux conceptions et aux modèles économiques divergents. Dès lors, sa survie va dépendre de plus de solidarité, plus d'intégration sur le renforcement budgétaire avec des minimas sociaux et fiscaux communs à tout le monde. Est-ce une incantation lorsqu'on évoque « le couple franco-allemand » car l'expression est reprise par tous les chefs d'États ? Pour sa part, Georges-Henri Soutou préfère « *le terme moteur* ». Le fonctionnement de l'Union européenne avec le couple franco-allemand comme moteur s'inscrit dans la continuité d'une réflexion approfondie et d'une action diplomatique menées à son époque par le Général de Gaulle incarnant une vision stratégique pour notre avenir et celle des futures générations.

La volonté franco-allemande

Au regard de l'Histoire, la visite officielle du Général de Gaulle en Allemagne du 4 au 9 septembre 1962 fut l'accomplissement du rapprochement avec le peuple allemand. Le 22 janvier 1963 date de la signature du traité de l'Élysée, le principe de réconciliation entre la France et l'Allemagne sera accepté grâce aux efforts et au respect mutuel entre le Général de Gaulle et le chancelier allemand Adenauer, ce dernier évoquant le traité : « *Comme le couronnement de son œuvre diplomatique, la réconciliation définitive entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Occident uni.* ». Ce traité indiquait notamment une coopération étroite dans les domaines politique, économique, social et militaire. Les relations entre les deux pays se resserrèrent constamment, chacun devint le principal partenaire de l'autre dans son commerce extérieur. Selon Georges-Henri Soutou : « *Les objectifs du Général de Gaulle étaient d'aller de l'avant sur la politique internationale et de défense ainsi que par rapport aux États-Unis. Le traité comportait un*

important volet stratégique et la volonté du Général de Gaulle était d'être en tête du couple franco-allemand. Contrairement à l'Allemagne, la France n'était pas divisée mais elle affichait clairement ses différences avec les États-Unis. Quant à l'Allemagne, elle exerçait un rôle de médiateur avec les États-Unis pendant que la France voulait montrer un rôle mondial. Jusqu'à la guerre froide, les Allemands n'ont pas disputé le premier rôle à la France tout en veillant à défendre leurs intérêts. ». En même temps, les opinions publiques acceptèrent de plus en plus l'autre comme partenaire et même comme ami. Le tourisme des Allemands en France et réciproquement était devenu un phénomène fréquent, et surtout les rencontres entre les jeunes, ce qui contribua à approfondir la connaissance de l'autre, même si l'enseignement de la langue donnait la priorité de part et d'autre à l'anglais et que des efforts restaient à faire pour développer la coopération universitaire.

Sur le plan économique, les relations franco-allemandes étaient plus complexes. L'industrie française était dopée par la situation excédentaire croissante en faveur de l'Allemagne et voulait se moderniser et devenir plus compétitive, ce qui contribua à des progrès considérables dans ce domaine. Le Premier ministre de l'époque, Georges Pompidou ambitionnait même de faire jeu égal avec son partenaire allemand, ce qui connut des limites en raison entre autres des différences entre les structures sociales des deux pays.

L'évolution de la situation depuis 1963

Au début de l'année 1968, les gouvernements français et allemand trouvèrent un nouvel adversaire commun issu de l'extrême gauche « extra parlementaire » dont la France en connut les effets dévastateurs en mai lorsque la crédibilité des institutions était remise en cause et portait atteinte à la stabilité de sa monnaie. En novembre de la même année, la question de la dévaluation du franc et celle de la

OU EN EST LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND ?... (suite)

réévaluation du deutsche mark se posèrent. Pour faire face aux difficultés, le Général de Gaulle demanda à l'Allemagne une aide financière qui lui fut refusée par le gouvernement allemand et la Bundesbank, ce qui suscita un vif malaise au sein du couple franco-allemand et la crainte du Général de Gaulle d'une nouvelle force de l'Allemagne au moment où la France connaissait un affaiblissement de sa monnaie. Cependant, le bilan des relations entre la France et l'Allemagne dans les années soixante restait plutôt positif. Dès le 1^{er} juillet 1968, les droits de douane avaient disparu à l'intérieur de la Communauté économique européenne. Malgré tout, le mariage de raison n'a pas mal fonctionné mais il a fallu veiller à l'équilibre des concessions. L'union économique et monétaire était avant tout un projet politique impulsé par les échanges intergouvernementaux. Lors de la négociation du traité de Maastricht, en décembre 1991, un expert monétaire français du ministère des Finances soulignait que « *l'équilibre global de la négociation n'était pas forcément en faveur de l'Allemagne, car elle a plus donné en acceptant l'inscription d'une date butoir pour le passage à l'euro qu'elle n'a reçu en termes d'avancées vers l'union politique, qui lui tenait le plus à cœur* ». La décision allemande était perçue comme un signe fort d'Helmut Kohl adressé à ses partenaires européens et en particulier à la France sur l'ancrage européen de l'Allemagne fédérale après la chute du mur de Berlin en 1989. Cependant l'Allemagne idéologiquement fédéraliste, cultivait l'ambiguïté sur sa position face à l'Europe politique qu'elle souhaitait ardemment et le refus d'augmenter sa participation financière à l'Union européenne, alors que la France unitaire plaidait pour la nécessité d'un gouvernement économique loin de toute perspective d'institutions supranationales. L'Allemagne a commencé la rigueur salariale avant les autres en donnant la priorité à sa réunification. Puis en 2002, tout en veillant à garder une protection sociale de qualité, elle a commencé un ensemble de réformes importantes afin de renforcer la compétitivité de son industrie représentant 25 % de son Produit intérieur brut, lui permettant ainsi de peser parmi les quelques pays développés compétitifs dans la mondialisation.

Aujourd'hui, l'Allemagne est un exemple par les choix politiques et économiques qu'elle a assumé incarnant une puissance économique partagée entre son unité et la conquête de nouveaux marchés des pays émergents. Pour autant, elle s'est peut-être bercée d'illusion en prenant ses distances avec l'Europe en renonçant notamment à toute politique de défense et à l'annonce de sa sortie du nucléaire en 2022, contrairement à la France qui n'a cessé d'œuvrer dans la gestion des crises. Elle n'échappe pas non plus à la crise économique, financière et monétaire. Le risque de récession mondiale donne des prévisions de croissance à la baisse. L'implosion de l'euro serait une catastrophe pour l'industrie allemande qui verrait immédiatement ses exportations chutées et la fragilité des emplois. Dans la culture politique de l'Allemagne fédérale, la stabilité de la monnaie est la condition nécessaire de la stabilité politique.

Pour le fonctionnement d'une économie européenne stable et responsable

L'avenir de l'Europe dépend d'une prise de conscience des dirigeants européens faisant le choix de la convergence et d'une solidarité sans faille. Si l'Europe se tourne vers le couple franco-allemand, c'est parce qu'il y a une volonté commune de réciprocité pour défendre l'euro et donc sauver l'Europe. Cela s'est traduit notamment par une inflexion de l'Allemagne en faveur d'un gouvernement économique européen de la zone euro et d'une révision des traités européens. Quant au rôle de la Banque centrale européenne, il devra être défini en fonction de plus de solidarité, plus de discipline budgétaire accompagnée de sanctions plus rapides ainsi que l'adoption pour chaque pays d'une « règle d'or » et enfin contrer la spéculation sur son terrain.

« *L'Allemagne a besoin de la France et la France a besoin de l'Allemagne, ils ont appris à travailler ensemble et doivent mettre toute leur expérience en commun pour l'avenir de l'Europe et de la paix.* » ■

IL FAUT SAUVER LE CITOYEN SALAH HAMOURI

par Luc BEYER DE RYKE

LA majorité des Français connaissent le nom de Gilat Shalit, le caporal franco-israélien prisonnier du Hamas durant cinq ans. La majorité des Français ignorent le nom de Salah Hamouri, le jeune franco-palestinien emprisonné depuis six ans et huit mois par les israéliens. Les autorités françaises, le quai d'Orsay et l'Élysée ont réservé aux deux affaires un traitement tout à fait asymétriques.

Une attention légitime a été accordée à Gilat Shalit. Des efforts incessants ont été déployés pour sa libération. Le Président de la République a reçu sa famille. Le portrait de Gilat Shalit a été largement exposé sur la façade de l'hôtel de ville de Paris. La détermination, la persévérance, la diplomatie ont abouti. Gilat Shalit – promu sergent – à enfin été libéré.

Et Salah Hamouri ?

Sa mère est française ; son père palestinien. Résidant à Jérusalem en vertu de la loi israélienne il ne dispose que d'une carte de résident. Il n'existe pas de nationalité palestinienne. Dès lors, aux yeux de la loi, sa seule nationalité est française.

Que lui reproche-t-on ?

D'être passé en voiture la nuit à Jérusalem devant la demeure du rabbin Ovadia Sofer connu pour son extrémisme religieux et politique. Six mois plus tard Salah Hamouri est arrêté au barrage de Kalendia. Accusé d'avoir projeté un attentat contre le rabbin, d'autant que cette nuit -là il était accompagné d'un ami membre du FPLP (Front de Libération de la Palestine).

Le FPLP est tenu pour terroriste par les Israéliens lors même qu'il est membre de l'OLP et souscrit à sa politique qui a remis les actions violentes au placard il y a des années. Après trois ans de préventive Salah Hamouri se voit infligé (préventive incluse) sept ans de prison.

Salah Hamouri lui-même n'appartient pas au FPLP. Le projet que lui imputent – à tort ou à raison – les autorités israéliennes n'a jamais reçu fut-ce le début d'une exécution, voir même d'une concertation.

Alain Juppé, très tardivement, a reconnu il y a peu que le dossier est vide.

Jusqu'à quand ?

Salah Hamouri devait être libéré le 28 novembre. Arbitrairement sa détention, ainsi celle des autres détenus, a été prolongée. Il était entendu qu'elle courait le temps de l'année administrative. La voici étendue à l'année civile. Le quai d'Orsay et Nicolas Sarkozy lui-même, le jour de la libération de Gilat Shalit, dans une *interview* à *Radio J* a demandé que Salah Hamouri soit libéré dans la seconde vague de libération prévue pour la mi décembre. Libérations faisant suite à celle de Shalit. Ce qui par parenthèse constituerait un allongement de trois semaines du délai initialement prévu. Voilà qu'après les frémissements autour du cas Hamouri, un vrai mouvement se dessine.

Le Front de gauche, en particulier les Communistes, se voient rejoint par le NPA, les Verts et les Socialistes jusqu'alors si frileux. À droite quelques députés UMP s'étaient déjà engagés à titre personnel moins oublieux que d'autres des leçons du gaullisme. Et voilà qu'à son tour le nouveau président du Sénat Jean-Pierre Bel s'est adressé personnellement au Président de la République pour que tout soit fait afin que soit clos un dossier qui n'aurait jamais du être ouvert. La France a pour devoir de se porter au secours de ses nationaux qu'ils s'appellent Shalit ou Hamouri.

Et les Israéliens ? Avec Salah Hamouri ils avaient, il y a six ans et huit mois, un jeune homme en colère. Craignons pour eux qu'après ces années de prison pour un crime ni commis, ni conçu, ils trouvent face à eux et contre eux un possible leader politique. ■